

Bulletin FrancoPaix

UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES
Centre FrancoPaix

Vol. 6, n°9

Novembre 2021



Le Tchad de l'après-Déby : que faire du dialogue national inclusif ?

Alessio Iocchi

PAGE 2

Nouvelles et annonces

PAGE 7

Le Tchad de l'après-Déby : que faire du dialogue national inclusif?

Alessio Iocchi

Alessio Iocchi

Senior Research Fellow

Norwegian Institute of International

Affairs - NUPI

alessioi@nupi.no



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le dialogue national inclusif devrait se dérouler au Tchad entre novembre et décembre 2021. Ce moment unique dans l'histoire du pays s'annonce comme une période de négociations visant à esquisser des alliances entre les groupes politico-militaires et la classe dirigeante.

Le Conseil militaire de transition (CMT) semble démontrer une certaine ouverture, en permettant aux institutions de la classe politique non militaire du pays de se joindre à ce dialogue. Cependant, les différentes forces politiques et militaires ont des positions divergentes par rapport à la période de transition.

Au centre des débats se trouve la participation au dialogue national des groupes politico-militaires, avec, comme condition préalable, leur désarmement. Les protagonistes du processus de médiation pourraient jouer un rôle clé dans les évolutions politiques tchadiennes.

La stratégie du CMT vise à diviser à la fois les différentes factions politico-militaires, et les coalitions d'opposants ce qui renforcera la présence de la famille Déby dans les sphères de pouvoir.



Une grande partie des forces politiques tchadiennes s'est montrée plutôt encline à participer au dialogue national, censé avoir lieu entre novembre et décembre 2021. Les élections, quant à elles, sont prévues pour la période entre juin et septembre 2022. Ce moment se présente comme unique : la société civile, les partis d'opposition ainsi que les différents groupes politico-militaires¹ attendent depuis des années l'opportunité d'une vraie réforme de l'État, le défunt président Déby trouvant toujours une façon de reporter ce moment, ou de contourner la requête. Les discours prononcés pendant la 1ère Conférence souveraine nationale en 1993, qui visait à démocratiser les institutions du pays après des décennies d'autoritarisme, ont mis l'accent sur la nécessité de renouveler le système politique national. Mais aucune action n'a jamais suivi. Le décès du président tchadien avait cependant suscité l'espoir d'un changement, bien que les probabilités de profondes modifications par le biais d'un dialogue national soient moindres. Après presque trois décennies de répression, les partis d'opposition et la société civile sont fragmentés, et la vie politique est dominée par les groupes politico-militaires - véritables protagonistes de l'histoire postcoloniale du Tchad et, encore une fois, apparemment destinés à diriger le pays. Dans ce contexte, le dialogue national s'annonce comme une longue période de négociations pour répartir les rôles et dessiner des alliances entre les différents groupes politico-militaires et la classe dirigeante. Une autre question reste en suspens : quel sera le rôle des partis et mouvements non militaires qui ont décidé de prendre part au dialogue ? Pourront-ils au moins jouer un second rôle dans ce spectacle dominé par les militaires ?

En avril 2020, le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), groupe rebelle basé au Fezzan libyen, est parvenu à pénétrer jusqu'au sud du pays, soulevant ainsi la crainte qu'il puisse avancer jusqu'à N'Djamena². À la tête de plusieurs bataillons, le président Déby, défendant le pays, a trouvé la mort dans les affrontements. Suite à son brusque décès, les généraux de l'Armée nationale tchadienne ont nommé le fils du président, le général Mahamat « Kaka » Déby Itno au poste de chef temporaire d'un Conseil militaire de transition (CMT). La légalité de cette succession a suscité de nombreuses préoccupations, notamment de la part des alliés internationaux du Tchad, la France en premier lieu. En effet, en cas de vacance de poste ou si le président n'est plus à même d'exercer ses fonctions, la Constitution impose au président de l'Assemblée nationale d'assurer l'intérim. Cependant, en raison de son âge avancé et à cause de la complexité des enjeux sécuritaires dans le pays, il a été décidé que celui-ci ne pouvait pas assumer les fonctions présidentielles. Les modalités de la mise en place du CMT ont suscité des craintes : le Comité, composé de quinze membres issus pour la plupart du socle de pouvoir de feu Déby, pourrait contribuer à assurer la continuité du clan de l'ancien président, encourageant par ailleurs les ambitions des groupes militaires à la tête de la transition de rester au pouvoir à l'issue de la période de transition³. Malgré ces appréhensions, les alliés internationaux ont décidé de soutenir le CMT, en accordant à ce dernier non seulement une légitimité politique, mais aussi une aide matérielle et technique pour repousser le FACT hors des frontières tchadiennes. Même si le CMT a assuré qu'il ne restera au pouvoir que pour une période de dix-huit mois, donc jusqu'aux élections, les soupçons d'une confiscation du pouvoir par les militaires ont poussé la société civile et les partis d'opposition à descendre dans la rue et à demander d'être inclus dans le processus décisionnel. Ces manifestations ont été dispersées avec une brutalité disproportionnée et un couvre-feu a été imposé.

Des positions divergentes par rapport à la période de transition

La formation du gouvernement provisoire composé de quarante membres et dirigé, depuis sa nomination en avril, par l'ancien premier ministre Albert Pahimi Padacké, témoigne de la volonté du CMT d'ouvrir les portes des institutions à la classe politique non militaire du pays, même si ce geste apparaît davantage comme une réponse à la nécessité de garantir des procédures administratives de qualité plutôt qu'un signe de réelle inclusion. Toutefois, cette ouverture semble même aller plus loin. Le CMT n'a pas seulement fait appel aux anciens alliés et clients de Déby, mais aussi aux forces d'opposition et aux anciens groupes rebelles, dont beaucoup de membres ont été emprisonnés et même parfois condamnés à mort par l'ancien président. Un geste d'inclusion symbolique ou une action dictée par la nécessité ?

Le Mouvement patriotique du salut (MPS), qui a dominé la vie politique et parlementaire tchadienne pendant les trente dernières années, s'est considérablement affaibli depuis la mort de son fondateur. Pour la première fois depuis sa fondation, ce parti a obtenu à peine la moitié des postes ministériels et non pas la majorité. Cela atteste non seulement de la volonté du CMT de garantir plus d'espace pour d'autres forces politiques, mais aussi de la fragmentation interne du MPS, qui le rend moins influent. Les frictions sont devenues davantage visibles lors de l'organisation, en juin dernier, d'un nouveau congrès pour renouveler l'attribution des postes de pouvoir au sein du parti. Ce congrès a eu lieu sans consulter l'actuel secrétaire général Mahamat Zene Bada, ancien maire de N'Djamena et suspecté



« Dans ce contexte, le dialogue national s'annonce comme une longue période de négociations pour répartir les rôles et dessiner des alliances entre les différents groupes politico-militaires et la classe dirigeante. »

d'ambitions personnelles. Un nouveau consensus a été trouvé entre les barons du parti et la jeune génération : Haroun Kabadi, ancien président de l'Assemblée nationale, a été nommé nouveau secrétaire avec l'approbation de « Kaka » et de son puissant frère, Abdelkerim Déby Itno, actuellement directeur adjoint du cabinet civil⁴.

Les positions d'autres hommes politiques à l'égard du CMT restaient nuancées. Par exemple, les « Transformateurs » de Succès Masra se sont directement opposés au CMT. Certains leaders historiques de l'opposition, comme Saleh Kebzabo, qui avaient toujours été plutôt conciliants envers Déby senior pendant son long règne, ont décidé de rejoindre le gouvernement de transition. En revanche, d'autres mouvements, comme la coalition Wakit Tama (« l'heure est arrivée » en arabe tchadien), étaient plus ambivalents. Certains membres de la coalition, par exemple, étaient ouverts au dialogue national à condition de pouvoir participer au processus de nomination des membres de l'Assemblée qui seront, à leur tour, chargés de voter pour la nouvelle Constitution⁵. Ainsi, le 24 septembre, quatre-vingt-treize membres ad intérim de l'Assemblée ont été sélectionnés par un comité exceptionnel établi par le CMT dans le seul but d'entériner la nouvelle Constitution, opposant donc une fin de non-recevoir à Wakit Tama.

Les alliés internationaux

En raison du rôle crucial joué par le Tchad dans les dispositifs de sécurité au Sahel, la France, au départ réticente, a finalement décidé

de soutenir le CMT, cherchant à maintenir la stabilité, même au prix de certaines entorses aux procédures constitutionnelles. Alors que l'Union africaine (UA) avait décidé de condamner politiquement le coup d'État d'août 2020 au Mali, et d'exclure temporairement ce pays de l'organisation, sa position sur la transition post-Déby au Tchad a été plus nuancée, la qualifiant de « situation exceptionnelle » et soulignant l'importance de la participation du pays dans les missions de contre-terrorisme et contre-insurrection au Sahel. Cependant, le soutien de l'UA était soumis à la condition d'organiser des élections dans un délai de dix-huit mois, en excluant les militaires des potentiels candidats. « Kaka » Déby, à son tour, s'est engagé à maintenir ses troupes au sein des différentes missions au Sahel et à respecter les demandes de l'UA.

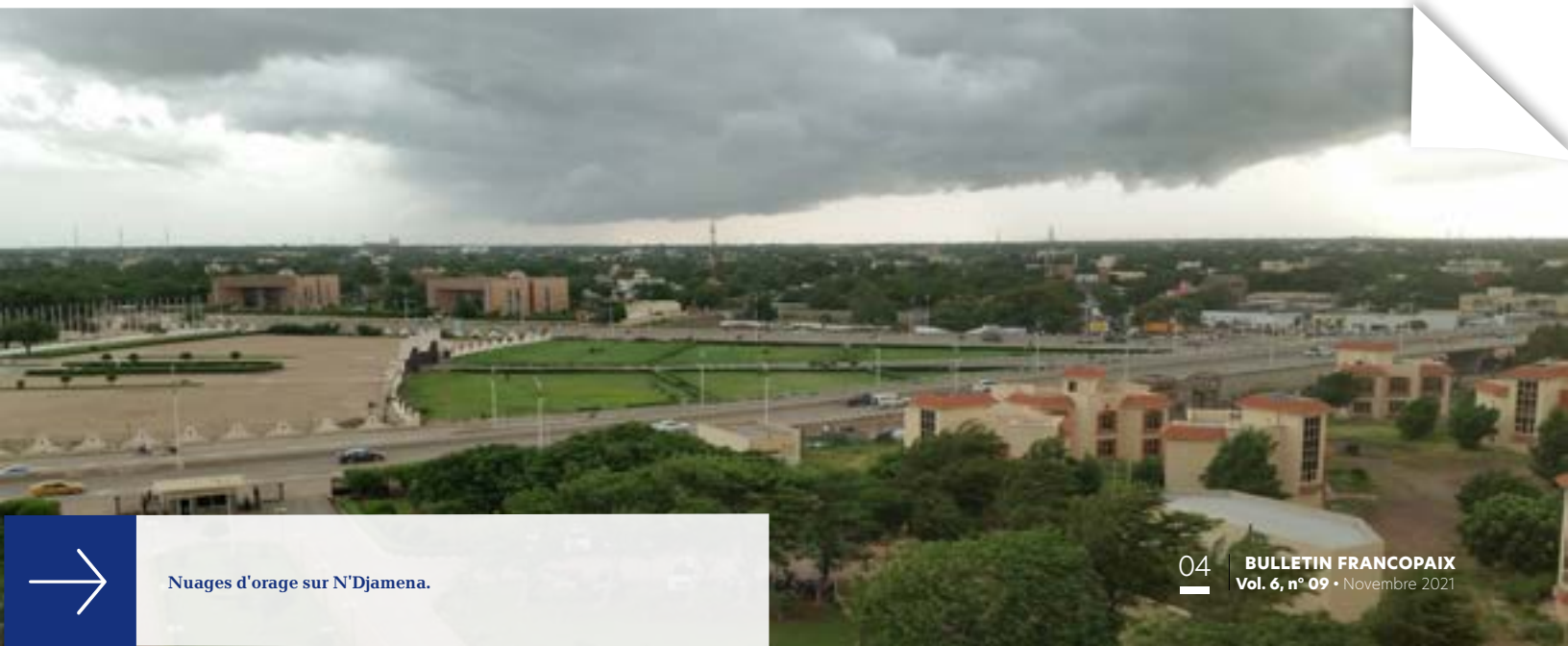
Les réclamations de l'UA, notamment celles concernant la charte transitionnelle, ont été remises en question par le CMT. Cependant, les manifestations menées par l'opposition, qui n'acceptait pas la possibilité de laisser la classe politico-militaire, déjà au pouvoir depuis des décennies, gouverner encore le pays, a fait réagir le premier ministre de la transition, Pahimi Padacké. Celui-ci a demandé à ce que la question de la modification de la charte soit discutée dans le cadre du dialogue national.

C'est en raison de ces frictions que les relations entre le CMT et l'UA se sont progressivement détériorées. Le premier acte de cette crise s'est joué en juillet lorsque le gouvernement transitoire du Tchad a refusé d'approuver la nomination du diplomate sénégalais Ibrahima Fall en tant que Haut Représentant de l'Union africaine⁷. Cependant, l'UA a

accepté de remplacer Fall par le diplomate congolais Basil Ikouébé. La souplesse de l'organisation envers le CMT a incité la presse tchadienne à spéculer sur les prétendues ambitions électorales de Moussa Faki Mahamat, chef de la Commission africaine, très proche de feu Déby et récemment réélu à la tête de la Commission pour un nouveau mandat de quatre ans⁸. Malgré son mandat au sein de la Commission, Faki peut, en effet, être candidat aux élections et, apparemment pour cette raison, souhaite ne pas contrarier « Kaka » ou le CMT. Sa candidature, d'ailleurs, est mal vue par les frères Déby, qui craignent que les chances de Faki d'accéder au « Palais rose » soient élevées, en raison de la considération internationale dont il bénéficie et de son puissant réseau d'alliés dans le pays. Ces événements ont ultérieurement poussé la société civile tchadienne à dénoncer l'attitude « deux poids, deux mesures » de l'Union africaine par rapport aux coups d'État au Mali et au Tchad.

Le dialogue national et les troupes politico-militaires

Aujourd'hui, les différentes factions politiques tchadiennes espèrent avoir l'espace nécessaire pour discuter d'un vaste spectre de thématiques. La coalition d'opposition, après des décennies d'exclusion sous le régime de Déby, va incontestablement chercher à saisir l'opportunité de participer au processus de réforme de l'État, pour s'assurer de prendre part à la gouvernance





« Les protagonistes du processus de médiation pourraient jouer un rôle clé dans les prochaines évolutions politiques tchadiennes. »

étatique. Il est également très probable que les forces politiques d'opposition cherchent à remettre en question l'équilibre de pouvoir dans les institutions étatiques, à repenser le rôle des militaires dans la politique nationale - dont le poids représentatif est pour l'instant excessif - et à introduire des 'checks and balances' dans le gouvernement. Or, les revendications pour des modifications radicales du cadre institutionnel semblent être compromises par le court laps de temps envisagé pour le dialogue⁹.

Au centre des débats sur l'organisation d'un dialogue se trouve la participation des groupes politico-militaires, puisque Mahamat « Kaka » et le CMT ont posé comme condition préalable leur complet désarmement¹⁰. Les pourparlers avec et entre des groupes politico-militaires ont commencé il y a quelques mois. En juin, notamment, le gouvernement togolais avait hébergé des pourparlers entre plusieurs groupes politico-militaires - l'Union des forces de la résistance (UFR), le Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR), le Front de la nation pour la démocratie et la justice au Tchad (FNDJT) et le FACT - pour formuler des requêtes communes en vue du dialogue national. À la fin de ces discussions, l'éventuelle participation au dialogue national des groupes politico-militaires réunis était soumise à plusieurs conditions : l'amnistie pour les combattants emprisonnés et l'organisation d'une réunion préliminaire hors du territoire tchadien (probablement au Togo) entre CMT et groupes « rebelles »¹¹. Le leader du FACT, Mahamat Mahadi Ali reconnaissait avoir eu des contacts informels avec des émissaires et intermédiaires du gouvernement de transition courant l'été 2021¹². Le processus s'était formalisé avec la rencontre de 26 octobre à Paris entre le secrétaire général du FACT, Brahim Ahmat, et les membres du comité chargé d'organiser le dialogue national. La participation de FACT au dialogue a été ainsi officialisée¹³.

Les protagonistes du processus de médiation pourraient jouer un rôle clé dans les prochaines

évolutions politiques tchadiennes. Le CMT a en effet officialisé la formation d'un comité pour l'organisation du dialogue, composé de membres provenant pour la plupart du MPS, d'anciens membres de l'opposition et de représentants de la société civile¹⁴. Toutefois, pour se conformer aux requêtes des groupes politico-militaires, et s'assurer ainsi de leur participation au dialogue national, le CMT a aussi formé un comité de conseillers techniques chargé d'organiser des réunions avec des factions comme le FACT¹⁵. Ce comité est présidé par Goukouni Oueddeye¹⁶, ancien leader du Front national de libération du Tchad (FROLINAT), principal groupe armé de la longue première guerre civile tchadienne (1965-1979), devenu ensuite président de la République (1979-1982). Ce comité de conseillers se compose principalement de membres du MPS et d'agents de sécurité et regroupe majoritairement des figures politiques provenant du nord musulman du pays¹⁷. Deux figures de la même région, toutes deux nommées par « Kaka » Déby, pourraient influencer l'issue des pourparlers : Acheikh Ibn Oumar, ancien ministre des Affaires étrangères, mais, surtout, ancien chef du FROLINAT¹⁸ et Ali Abderaman Haggare, un intellectuel zaghawa respecté (de la même ethnie que Déby) et ancien recteur de l'Université de N'Djamena, dont le récent ouvrage très justement intitulé *Tchad : du pouvoir intégral à l'alternance pacifique ou au déluge...!?* est paru juste avant la mort de Déby père¹⁹.

La tâche qui incombe à Oueddeye, Ibn Oumar et Haggare, est toutefois ardue, notamment en raison de la présence du FACT, considéré par « Kaka » Déby comme directement responsable de la mort de son père, et donc comme potentiel fauteur de troubles au sein de la coalition. De plus, la présence de l'UFR, dirigé par deux frères, Tom et Timam Erdimi, cousins, mais aussi adversaires du feu président, est également susceptible de poser problème au comité de médiation. Ainsi, en juillet 2021, les autorités égyptiennes, disposant de renseignements du CMT (et de l'Agence nationale de sécurité,

ANS), ont pu procéder à l'arrestation de Tom Erdimi, réfugié politique aux États-Unis, alors qu'il rendait visite à sa famille en Égypte²⁰. Ce n'est pas clair jusqu'à présent si ce dernier est encore en détention en Égypte ou s'il a été extradé au Tchad. Quelques semaines plus tard, fin août, le CMT organisait également le retour au Tchad de Mahamat Abdelkarim Hanno, ancien chef des services secrets tchadiens devenu chef de l'UFR, vivant en exil en France²¹. À peine une semaine plus tard, « Kaka » Déby, alors en visite au Soudan, qualifiait les membres des groupes rebelles basés en Libye « de mercenaires » qui devraient se voir interdits d'entrée au Tchad ou au Soudan afin de garantir la stabilité de ces deux gouvernements de transition. Ce type de remarque laisse ainsi à penser que la volonté réelle de Déby fils et du CMT est d'affaiblir le plus possible les forces politico-militaires qui ont mené (ou ont été impliquées dans) l'attaque mortelle contre son père. Même si cela suppose de recourir à la stratégie classique du « divide et impera », comme le montre l'affaire conjointe Erdimi-Hanno. En tout cas, en combinant la stratégie de « la carotte et du bâton », à la fin du mois d'octobre, le comité technique, présidé par Oueddeye, a déclaré avoir conclu des pourparlers préliminaires dans « une ambiance fraternelle emprunte de courtoisie » avec Timam Erdimi (frère de Tom), à Doha sous les bons auspices du gouvernement du Qatar, ainsi qu'à Paris avec Ali Nahaye Mahamat Taher, dirigeant de la moins célèbre Alliance nationale pour la restauration de la République (NARR)²².

Conclusion

Même si, pour le moment, le CMT semble être réellement impliqué dans l'organisation du dialogue national, les observateurs nationaux et internationaux doutent du succès de sa démarche. Le risque de protestations de la société civile reste faible - la brutale répression des manifestations durant les premières semaines post-Déby ayant eu un effet de dissuasion - mais celui de ne pas

honorer les promesses faites aux groupes politico-militaires demeure très haut : leur base arrière en Libye et leurs caches d'armes dans le désert inquiètent « Kaka » et le CMT. À cause de la situation en Libye, la possibilité d'affrontements violents à la frontière nord reste probable. Le pacte signé par le nouveau chef de gouvernement libyen, Abdel Hamid Dbeibah, en mars 2021, prévoit que tous les groupes armés présents sur le sol libyen, aussi bien ceux soutenant Tripoli qu'Haftar, quitteraient le pays²³. Une telle configuration pourrait pousser le FACT ou l'UFR à revenir au Tchad septentrional, conduisant alors à un risque d'escalade. Les déclarations de « Kaka » sur la menace constituée par les

groupes rebelles 'de mercenaires' tchadiens ou soudanais suggèrent qu'il n'existe pas d'entente entre le Tchad et ses voisins (Libye et Soudan) sur l'avenir des groupes armés non étatiques dans la région.

Ces éléments expliquent pourquoi le CMT ainsi que les généraux du socle de pouvoir de feu Déby ont décidé d'adopter une stratégie visant à diviser à la fois les différentes factions politico-militaires, et les coalitions d'opposants. « Kaka » et Abdelkerim suivent un modèle maîtrisé par leur père : ils offrent aux « rebelles » l'amnistie, la paix et la possibilité de participer à la prochaine coalition au pouvoir et demandent, en

échange, leur désarmement complet. Car dans le cas où « le clan Déby » (et ses alliés) parviendrait à se maintenir à la tête du pays, il aura besoin de nombreux alliés (et clients). Cette stratégie pourra-t-elle fonctionner, alors qu'elle est mise en œuvre par des politiciens peu expérimentés, comme « Kaka » et Abdelkerim ? Pour le moment, l'appel au dialogue (et au désarmement) ne paraît pas avoir été vain : les diverses contraintes, diplomatiques et militaires, auxquels ils ont soumis les groupes politico-militaires ont joué leur rôle. Il semble donc que, pour évincer la famille Déby du siège présidentiel, il faudra bien plus que l'assassinat de son fondateur ou même une insurrection armée.

¹ Dans le jargon politique tchadien, les « groupes politico-militaires » sont des formations, organisations et mouvements armés avec des buts politiques qui, à partir de la première histoire postcoloniale du pays, ont caractérisé l'environnement politique. Les figures politiques provenant des groupes « politico-militaires » sont les présidents issus du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT), Goukouni Oueddeye (1979-82) et Hissène Habré (1982-90), mais aussi Idriss Déby (1990-2021) et son Mouvement patriotique du salut (MPS). Voir S. Decalo, « Regionalism, Political Decay and Civil Strife in Chad », dans *Journal of Modern African Studies*, vol. 18, no. 1, pp. 23-56, 1980 ; and R. Buijtenhuijs, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984) : la révolution introuvable*, Paris : Karthala, 1987, ainsi que R. Buijtenhuijs, « The Chadian Tubu : Contemporary Nomads Who Conquered a State » dans *Africa*, vol. 71, no. 1, pp. 149-161, 2001.

² Le FACT est une organisation rebelle composée majoritairement de combattants issus du groupe ethnolinguistique gourane et commandé par Mahamat Mahadi Ali. La trajectoire politique d'Ali commence durant les premières années du régime Déby, quand, comme membre du Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT), un mouvement majoritairement toubou, il organise une première insurrection contre Déby - en l'accusant de favoritisme envers les Zaghawa - avant d'être coopté pour une courte période dans des fonctions gouvernementales. La convergence d'intérêts n'a pas duré longtemps puisqu'au déclenchement de la deuxième guerre civile tchadienne (2005-2010), Ali reprend les armes contre Déby, cette fois sans succès. Vaincu, il ne lui reste que l'exil. Depuis lors, il est basé en France, d'où il commande son nouveau groupement armé, le FACT qui, pendant les guerres civiles libyennes, a tout d'abord combattu Khalifa Haftar, pour finalement rejoindre ses rangs, notamment en 2019 à l'occasion de la bataille de Tripoli.

³ RFI, « [Succession d'Idriss Déby au Tchad : l'opposition dénonce un coup d'État](#) », 21 avril 2021.

⁴ Mathieu Olivier, « [Tchad : comment Mahamat Zen Bada a été évincé de la direction du parti au pouvoir](#) », *Jeune Afrique*, 14 juin 2021.

⁵ *N'Djamena Hebdo*, « [Regards croisés d'Ibedou et Bongoro sur la participation à l'organisation du dialogue national](#) », 24 août 2021.

⁶ Esdras Ndikumana, « [Tchad : entre le CMT et le l'Union africaine, trois mois de relation sous tension](#) » RFI, 20 juillet 2021.

⁷ Reliou Koubakin, « [Le Tchad et l'UA opposés sur la gestion de la transition ?](#) », *Deutsche Welle*, 2 juillet 2021.

⁸ *Le Tchadanthopus*, « [#TCHAD #Politique : Contre Faki, le clan Déby manœuvre pour installer 'Kaka' sur le long terme](#) », 4 novembre 2021.

⁹ Mathieu Olivier, « [Tchad : comment Mahamat Zen Bada a été évincé de la direction du parti au pouvoir](#) », *Jeune Afrique*, 14 juin 2021.

¹⁰ Mathieu Olivier, « [Tchad : comment Mahamat Zen Bada a été évincé de la direction du parti au pouvoir](#) », *Jeune Afrique*, 14 juin 2021.

¹¹ RFI, « [Tchad : le Togo au cœur de la médiation entre N'Djamena et les groupes rebelles](#) », 8 juillet 2021.

¹² *Tchadinfos*, « [Interview exclusive – Mahamat Mahdi Ali, président du FACT : 'Nous sommes disposés au dialogue'](#) », 21 octobre 2021.

¹³ Le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad, « Communiqué de presse #FACT suite à la rencontre du Comité technique spécial du dialogue national inclusif à Paris », Twitter, 31 octobre 2021, <https://twitter.com/leFact/status/1454779685553020931>

¹⁴ André Kodmadjingar, « [Le comité du dialogue national tchadien est boudé par certains](#) », VOA Afrique, 21 août 2021.

¹⁵ Madjissembaye Ngarndinon, « [Tchad : un comité est créé pour préparer la participation des politico-militaires au dialogue](#) », *Tchadinfos*, 13 août 2021.

¹⁶ *Tchadinfos*, « [Tchad : l'ancien président Goukouni Weddeye présidera le Comité technique spécial relatif à la participation des politico-militaires au dialogue national inclusif](#) », 17 août 2021.

¹⁷ Entretiens avec des chercheurs indépendants au Tchad, octobre 2021.

¹⁸ Madjiasra Nako, « [Tchad : dix choses à savoir sur Acheikh Ibn-Oumar](#) », *Jeune Afrique*, 21 août 2021.

¹⁹ *Tchadinfos*, « [Tchad : la nomination remarquée de Dr Ali Abdel-Rhamane Hagggar comme conseiller à la réconciliation et au dialogue à la présidence](#) », 16 mai 2021.

²⁰ Eric Topona, « [La disparition de Tom Erdimi inquiète au Tchad](#) », *Deutsche Welle*, 4 août 2021.

²¹ Diarra Ousmane, « [Tchad : Doki Warou et Mahamat Abdelkerim Hanno rentrent au bercail après 14 ans d'absence](#) », *Tchadinfos*, 24 août 2021.

²² Aurélie Bazzara-Kibangula, « [#Tchad Le comité technique spécial évoque des rencontres à Paris et Doha 'concluantes par la participation active et constructive' de l'UFR et NARR](#) », Twitter, 2 novembre 2021, https://twitter.com/Aurelie_Bazzara/status/1455638100814802945

²³ Al Jazeera, « [Libya's interim PM-designate calls for departure of mercenaries](#) », 10 mars 2021.

NOUVELLES ET ANNONCES

→ Bruno Charbonneau

a signé l'article « [Counter-insurgency governance in the Sahel](#) » publié dans la revue *International Affairs*.

Il a également publié, le 14 novembre, une chronique internationale dans la section contexte du quotidien *La Presse* : « [La crise climatique et ses enjeux sécuritaires](#) ».

→ Maxime Ricard

a co-signé avec Kouamé Félix Grodji l'article « [Collaborative Policing and Negotiating Urban Order in Abidjan](#) » publié le 9 novembre par l'African Center for Strategic Studies.

→ Tatiana Smirnova

a contribué à l'article « [Au Mali, la nostalgie de l'Union soviétique ravive les espoirs de changement](#) » publié dans *Libération* le 12 novembre.

Elle a également participé le 4 novembre au panel « [Working in the Sahel](#) » dans le cadre d'une conférence organisée par l'International Humanitarian Studies Association.

→ Adib Bencherif

a participé le 5 novembre à la conférence « [Constructing the Maghrib : Demonstrating the Maghrib's Africanity](#) », organisée par le Center for Maghrib Studies de l'Université d'Arizona.

→ Sonia Le Gourellec

a publié le 1er novembre l'article « [Pourquoi parle-t-on si peu de l'Éthiopie en France ?](#) » dans *the Conversation*.

→ Niagalé Bagayoko

a contribué à l'article « [Retrait de Barkhane: le Mali face à une réorganisation sécuritaire](#) » publié le 28 octobre dans le *Journal du Mali*.

Elle a également participé le 12 novembre à l'émission de France24 « Le monde dans tous ses États », sur le sujet « [Mali : la peur du vide](#) ».



Ennedi, Tchad.

ÉQUIPE ÉDITORIALE

CO-RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau

*Directeur du Centre FrancoPaix
Professeur titulaire, Collège militaire royal de Saint-Jean*

CO-RÉDACTRICE EN CHEF

Tatiana Smirnova

PhD, Postdoctorante, Centre FrancoPaix

RÉVISION

Yvana Michelant-Pauthex

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Adib Bencherif

Professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Melchisedek Chetima

Professeur adjoint, Université du Québec à Montréal

Marie-Ève Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Sarah-Myriam Martin-Brûlé

Professeure agrégée, Université Bishop's

Mulry Mondélice

Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Maxime Ricard

PhD, Chercheur Afrique de l'Ouest, Institut de recherche stratégique de l'École militaire de Paris

CRÉDITS PHOTO

Couverture : Ismouz/ [Flickr.com](#)

Page 2 : Ismouz/ [Flickr.com](#)

Page 4 : Ken Doerr/ [Flickr.com](#)

Page 7 : Valerian Guillot/ [Flickr.com](#)

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca
Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancopaix et @RDandurand

PARTENAIRE

